

Table des matières

Chapitre I. La genèse et l’aboutissement de la réforme	7
<i>Anne DESMARETS</i>	
Section 1. Introduction – Historique	7
§ 1. Quarante ans d’un même constat et de propositions diverses : résumé des idées avancées	7
§ 2. Les États généraux de la famille	9
Section 2. Lancement du projet	10
§ 1. Déclaration gouvernementale et note de politique générale du Secrétaire d’État à la Politique des familles, Melchior Wathelet	10
§ 2. Rencontre entre l’U.L.B. et le Secrétaire d’État : le projet de l’U.L.B.	11
A. Contenu du projet de l’U.L.B. et de l’O.B.F.G.	11
B. Spécificités du projet	11
Section 3. Mise en place d’un groupe de travail de haut niveau : discussions et options prises	11
§ 1. Composition du groupe de travail	11
§ 2. Options prises	12
Section 4. Avant-projet de loi déposé au Conseil supérieur de la justice	12
Section 5. Examen par la Chambre des représentants	12
§ 1. Proposition de loi déposée par les députés Christian Brotcorne (c.d.H.) et Sonia Becq (C.D.&V.) et cosignée par le M.R., l’OPEN V.L.D. et Écolo-Groen	12
§ 2. Avis du Conseil d’État	13
§ 3. Discussions en Commission de la Justice de la Chambre des représentants	13
A. Avis et auditions	13
B. Discussions par thèmes	14
C. Les réponses aux questions	15
D. Les procédures devant le Tribunal de la Famille : chapitre <i>Xbis</i>	18
Section 6. Vote en séance plénière de la Chambre des représentants le 20 juillet 2011	19
Section 7. Examen du projet de loi en Commission de la Justice du Sénat	20

Section 8. Vote en séance plénière	23
Section 9. Retour du projet en Commission de la Justice de la Chambre	23
Section 10. Retour en Commission du Sénat et vote	24
Section 11. Publication au <i>Moniteur belge</i>	24
Section 12. Diverses lois coordinatrices, réparatrices mais aussi de complément	24
§ 1. Lois coordinatrices	24
§ 2. Loi du 26 mars modifiant le Code judiciaire et la loi du 2 août 2002 concernant le retard de paiement dans les transactions commerciales en vue d'attribuer dans diverses matières la compétence du juge naturel (<i>M.B.</i> , 22 mai 2014)	25
Conclusion	26
Chapitre II. Les lignes de force de la réforme	27
<i>Alain-Charles VAN GYSEL</i>	
Section 1. Une genèse longue et difficile	27
Section 2. Structure du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	29
Section 3. Unification des compétences matérielles	30
Section 4. Unification de la procédure	30
Section 5. Une famille – un dossier – un juge	31
Section 6. Formation des juges et du Parquet, rôles de ce dernier	32
Chapitre III. L'agencement des compétences matérielles et territoriales	35
<i>Jim SAUVAGE</i>	
Introduction	35
Section 1. Compétence matérielle	36
§ 1. Philosophie	36
§ 2. Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	38
A. Chambres de la famille (Tribunal de la Famille)	38
B. Chambres de la jeunesse (Tribunal de la Jeunesse)	49
§ 3. Juge de paix	49
A. Incapables	49
B. Compétence <i>ratione summae</i>	50
§ 4. Référé familial et absolue nécessité	52

§ 5. Les recours	53
Section 2. Compétence territoriale	55
§ 1. Philosophie : l'intérêt de l'enfant au centre des attentions	55
§ 2. Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	56
A. Chambre de la famille	56
B. Chambre de la jeunesse	67
§ 3. Juge de paix	67
§ 4. Référé familial	68
Section 3. Litispendance et connexité	68
Conclusion – Unicité perfectible	70
Chapitre IV. Une famille – un dossier – un juge : unicité et polyphonie	71
<i>Vincent WYART</i>	
Introduction	71
Section 1. Unicité du dossier	72
Section 2. Unicité du juge	74
Section 3. Impartialité	77
Conclusion	78
Chapitre V. La procédure devant le Tribunal de la Famille	81
<i>Coordonné par Alain-Charles VAN GYSEL</i>	
Introduction	81
Section 1. Les trois niveaux de règles de procédure	83
§ 1. Les trois étages de normes et leur hiérarchie	83
§ 2. Le droit commun du procès civil	84
§ 3. Les règles de traitement des affaires par le Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	84
§ 4. Les règles procédurales particulières	85
Section 2. L'introduction des causes et le lien d'instance	85
§ 1. Question complexe	85
§ 2. Mode d'introduction	86
§ 3. Lien d'instance et saisine permanente	87
§ 4. Délai de comparution	91
§ 5. Appel	95
§ 6. Application de la loi dans le temps	95

Section 3. La comparution personnelle	96
§ 1. Avant la loi du 30 juillet 2013	96
§ 2. La loi du 30 juillet 2013	98
§ 3. Après la loi du 30 juillet 2013 ?	100
Section 4. L'enfant et le Tribunal de la Famille	101
§ 1. Introduction	101
§ 2. L'audition du mineur	102
§ 3. Les (autres) moyens d'investigation du Tribunal de la Famille	106
§ 4. L'avis du Parquet concernant le mineur	107
§ 5. La proposition de loi relative au plan parental	107
Section 5. Les urgences et le provisoire dans le Tribunal de la Famille	109
§ 1. La réforme, une nécessité urgente	109
§ 2. Le Tribunal de la Famille, juge de l'urgence et du provisoire	110
§ 3. Distinction du provisoire et des urgences	111
§ 4. Le provisoire	111
§ 5. Les urgences	116
A. L'absolue nécessité	116
B. L'urgence invoquée	117
C. L'urgence présumée	118
D. Extension du traitement « comme en référé » et cumul d'urgences	122
Section 6. Les contentieux particuliers	123
§ 1. Le divorce pour cause de désunion irrémédiable	123
§ 2. L'entente perturbée du couple	126
A. Problématique	126
B. Article 223 du Code civil et article 1280 du Code judiciaire : unification	126
C. Articles 223 du Code civil, 1280 du Code judiciaire et 302/304 du Code civil : caducité partielle	128
D. La procédure : droit commun judiciaire familial et procédures particulières	128
E. L'article 223 et l'article 221 : similarité	129
F. Article 1479 du Code civil : la cohabitation légale	130
§ 3. Le divorce par consentement mutuel	131
§ 4. Les liquidations-partages devant le Tribunal de la Famille	135
A. Les compétences du juge de paix	135
B. Les compétences du Tribunal de la Famille	136

§ 5. Le devoir de secours et la délégation de sommes	140
A. Le devoir de secours et la faute	140
B. La délégation de sommes	145
Section 7. Autorité de chose jugée, saisine permanente et exécution provisoire	146
§ 1. Autorité de la chose jugée	147
§ 2. Saisine permanente	149
§ 3. Exécution provisoire	151
Chapitre VI. Le Tribunal de la Jeunesse et le rôle du Parquet dans le Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	153
<i>Alain-Charles VAN GYSEL et Éric JANSSENS</i>	
Section 1. Le Tribunal de la Jeunesse	153
§ 1. Division du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse, lui-même section du tribunal de première instance	153
§ 2. Un tribunal protectionnel	153
§ 3. Une compétence territoriale retouchée	154
§ 4. Interdiction du cumul des fonctions et interface du Parquet	155
Section 2. Le rôle du Parquet	156
§ 1. Considérations préalables	156
§ 2. Formation	156
§ 3. Gardien de l'état civil	157
§ 4. Partie requérante devant le Tribunal de la Jeunesse	161
§ 5. Compétence d'action, de réquisition ou d'avis devant le Tribunal de la Famille	162
§ 6. Le Parquet, interface entre le Tribunal de la Jeunesse et le Tribunal de la Famille	164
§ 7. Le rôle du Parquet et la Justice de paix	166
Chapitre VII. La mise en œuvre de la loi	169
<i>Isabelle SCHYNS et Françoise TRIFFAUX</i>	
Section 1. Du projet pilote mis en place à Bruxelles à l'organisation du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	169
§ 1. Le « projet pilote » mis en place au Tribunal de première instance francophone de Bruxelles (TPIF) de Bruxelles	169
§ 2. Le Tribunal de la Famille	171
A. Les grandes lignes de la réforme	172

B. Les nouveaux outils	177
C. Conclusion	180
Section 2. Les chambres de la famille de la cour d'appel : mise en œuvre de la réforme	181
§ 1. Organisation – Audience d'introduction – Audience ordinaire	181
A. Audience d'introduction	181
B. Audience ordinaire de plaidoiries	181
§ 2. Comparution personnelle des parties – Article 1253 <i>ter</i> /2 du Code judiciaire	182
§ 3. Défaut – Déchéance – Article 1253 <i>ter</i> /2, alinéa 4, du Code judiciaire	182
A. Défaut	182
B. Déchéance	183
§ 4. Compétence d'attribution : les allocations familiales – Article 572 <i>bis</i> , 8°, du Code judiciaire	183
§ 5. Compétence territoriale – Article 629 <i>bis</i> , § 1 ^{er} , du Code judiciaire	183
§ 6. Urgence réputée (article 1253 <i>ter</i> /4, § 2, du Code judiciaire) – Urgence invoquée (article 1253 <i>ter</i> /4, § 1, du Code judiciaire)	184
A. Urgence invoquée – Urgence réputée	184
B. Urgence présumée – Effet dévolutif	184
C. Urgence présumée – Demandes intimement liées	184
D. Urgence invoquée – Dépens	185
§ 7. Pas de saisine permanente en degré d'appel – Article 1253 <i>ter</i> /7, § 1 ^{er} , du Code judiciaire	185
§ 8. Audition du mineur – Article 1004/1 du Code judiciaire	186
§ 9. Obligations alimentaires liées au droit au revenu d'intégration sociale – Article 591, 14°, du Code judiciaire – Article 572, 7° <i>bis</i> , du Code judiciaire	186
§ 10. Mesure d'investigation : article 1253 <i>ter</i> /6 du Code judiciaire	186
§ 11. Régime transitoire	187
§ 12. Chambre de règlement amiable	187
§ 13. Observation finale	188

Chapitre VIII. Le règlement amiable du conflit familial	189
<i>Coordonné par Nathalie UYTENDAELE</i>	
Section 1. La chambre de règlement à l'amiable	189
§ 1. Introduction – Les MARC	189
§ 2. Une nouvelle chambre	192
A. La chambre de règlement à l'amiable	192
B. Rôle et pouvoirs du juge en chambre de règlement à l'amiable	201
C. La chambre de règlement à l'amiable et les autres chambres du Tribunal de la Famille et de la Jeunesse	202
§ 3. L'articulation des MARC avec la chambre de règlement à l'amiable	204
§ 4. Conclusion	206
Section 2. Les rôles de l'avocat, du juge et de l'expert revisités	207
§ 1. Le droit collaboratif	207
§ 2. Le modèle de consensus parental : une procédure dans le respect de l'enfant	209
§ 3. L'expertise thérapeutique	209
A. Tentative de définition	209
B. Constats	209
C. Mise en place d'une expertise judiciaire	210
D. Contenu et objectif de la mission d'expertise	212
E. Conclusions	213
F. Propositions de mission d'expertise thérapeutique	214
Annexe	221
Textes coordonnés du Code civil et du Code judiciaire	223
<i>Isabelle SCHYNS</i>	